



RÈGLEMENT LOCAL DU FONDS RÉGIONAL DES TERRITOIRES - FRT

LES AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

DU NIVERNAIS-BOURBONNAIS (TPE/PME)

La Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais (CCNB) a voté lors de son conseil communautaire du 7 octobre 2020 la convention avec la Région Bourgogne Franche Comté pour le « Pacte territorial pour l'économie de proximité ».

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité.

L'engagement de la CCNB est de mettre en place deux dispositifs d'aides régionales : un fonds régional d'avances remboursables et un fonds territorial de subventions.

Ces aides sont effectives jusqu'au 31 décembre 2021 ou jusqu'à épuisement des fonds.

Le présent règlement définit les règles applicables au fonds territorial de subventions.

Article 1 : LES BÉNÉFICIAIRES

Peuvent bénéficier de l'aide les entreprises implantées sur le territoire de la Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais : Azy-le-Vif ; Chantenay-Saint-Imbert ; Langeron ; Livry ; Luthenay-Uxeloup ; Neuville-lès-Decize ; Saint-Pierre le Moûtier ; Toury-sur-Jour ; Tresnay.

Sont éligibles les entreprises TPE/PME qui ont entre 0 et 10 salariés inclus (en Équivalent Temps Plein).

L'entreprise doit par ailleurs :

- Être inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Registre des Métiers
- Avoir un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur à 1 000 000 €
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales

Sont exclues les Sociétés Civiles Immobilières (SCI), les entreprises en cours de liquidation, les entreprises industrielles, les professions libérales dites réglementées.

Article 2 : OPÉRATIONS ÉLIGIBLES

Les projets éligibles sont ceux ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire ;
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques ;
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux ;
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse ;

- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique.

Les dépenses éligibles sont :

- Les investissements matériels immobilisables,
- Les investissements immatériels.

Exemples non exhaustifs :

- Rénovation des vitrines : investissements concernant la partie extérieure et intérieure de la vitrine (qui ne touchent pas au bâti)
- Les enseignes commerciales / Flochage de camions
- Équipements dédiés à la sécurisation des locaux contre les effractions
- Investissements liés à la modernisation des locaux d'activités et des équipements professionnels
- Les véhicules professionnels ou de tournées spécialement aménagés

Le matériel d'occasion est éligible sous réserve de la production de l'acte authentifiant la vente et d'une attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'a pas été subventionné à l'origine. Cette disposition s'applique également dans le cas d'acquisition de véhicules.

Article 3 : OPÉRATIONS INÉLIGIBLES

- Les investissements d'un montant inférieur à 500 € HT
- Le coût de la main-d'œuvre relative aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- Les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing ...),
- L'acquisition d'un fonds de commerce, d'un local commercial ou d'un terrain pour construire des locaux d'activité,
- Les dépenses de construction, de gros œuvre (y compris les charpentes et couvertures) et les dépenses liées au bâti,
- Les dépenses directement liées à un usage résidentiel.

Article 4 : TAUX ET MONTANT DES AIDES

L'aide revêt la forme d'une subvention calculée sur la base d'un montant hors taxe de la dépense éligible.

DÉPENSES ÉLIGIBLES	Taux Maximum	Plafond de l'aide
Investissements matériels immobilisables, immatériels < 10 000 € HT	40 %	2 000 €
Investissements matériels immobilisables, immatériels > 10 000 € HT	25 %	2 500 €
Investissements HT liés à la communication (Enseignes /Flocage véhicules/...)	40 %	2 000 €

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial, etc.) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

Cette aide entre dans le champ d'application du règlement n°1407/2013 de la commission européenne relatif aux aides de minimis.

Article 5 : DÉLÉGATION DE L'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Le Conseil Communautaire donne délégation à Monsieur le Président de la CCNB pour attribuer les aides directes selon l'avis de la commission « Développement économique » et de notifier les aides octroyées aux bénéficiaires.

Article 6 : MODALITÉS DE LA DEMANDE DE SUBVENTION

La demande d'aide doit être formulée par écrit et adressée par l'entreprise, au Président de la Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais.

Les dossiers de demandes d'aides devront être montés en partenariat avec la CMA de la Nièvre, qui évaluera la faisabilité du projet et s'assurera de la recherche d'autres sources de financements.

Une fois le dossier complet, un Accusé de Réception de dossier complet sera transmis à l'entreprise.

Aux termes de la réglementation [loi du 12 avril 2000], aucun commencement de travaux ne doit avoir lieu, avant la réception de l'accusé de réception de dossier complet, de la demande d'aide.

Les aides ne sont pas rétroactives, seules les dépenses, **engagées après la date de l'accusé de réception de dossier complet, seront éligibles à l'aide.**

Le fait d'être éligible à une aide ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite aide.

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée
- Liste des dirigeants
- Extrait K-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire ou postal
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné de devis et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.

ARTICLE 7 : PROCÉDURE D'INSTRUCTION

La Commission « Développement Économique » de la Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais soumettra un avis sur les demandes d'aides. Les élus de la commune d'implantation d'une entreprise ayant déposé une demande, pourront participer à l'examen du dossier.

Après instruction par la Commission « Développement Économique », la décision sera notifiée à l'entreprise attributaire par courrier de Monsieur le Président de la Communauté de Communes. L'attribution des aides se fera dans la limite du budget alloué par le Conseil communautaire à ce régime d'aides.

Le délai d'instruction de la demande d'aide est d'environ un mois, à compter de la réception du dossier complet.

Article 8 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de l'aide est effectué par la Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais, par l'intermédiaire du comptable public, sur présentation des factures acquittées (investissements correspondants aux devis présentés dans le dossier de demande). Preuve doit être donnée de la réalisation de l'opération : il est attendu des photographies du matériel acheté. Lorsqu'il s'agit d'une transformation, il est attendu des photographies de l'avant et après travaux. L'aide sera versée en une seule fois.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au(x) devis, l'aide sera calculée au prorata des dépenses réelles. Si le montant final dépasse l'investissement prévu initialement, l'aide ne pourra pas être revue à la hausse.

Article 9 : ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise qui bénéficie d'une aide, s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail.

En cas de départ de l'entreprise aidée du territoire de la Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais dans un délai de 5 ans, l'entreprise s'engage à reverser l'aide aux financeurs publics en totalité. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la collectivité.

L'entreprise bénéficiaire d'une aide devra faire intégrer la mention « avec le soutien financier de la Communauté de communes Nivernais-Bourbonnais et de la Région Bourgogne-Franche-Comté » et les logos, sur d'éventuels supports de communication (site Internet ou autre).

ARTICLE 10 : VALIDITÉ DU DISPOSITIF

Demande de subvention : le dossier complet de demande de subvention devra être adressé à la Communauté de Communes Nivernais-Bourbonnais au plus tard le 15 décembre 2021.

Délai de réalisation des investissements et de transmission des factures : sauf dispositions particulières, les justificatifs attestant l'achèvement de l'opération (factures acquittées) et permettant le solde de la subvention doivent être transmis au plus tard le 31 mars 2022.